MERCREDI 3 DÉCEMBRE 2014

SOMMAIRE

1) Le grand échec…
2) Le laminage de la gauche
3) Les patrons pas à la…
4) Vivement le Congrès
5) Le couple Gattaz-Hollande !
6) La cheftaine
7) Il a du boulot le petit père…

Gérard Diez La Presse en Revue

I) Pacte de responsabilité: le gouvernement charge le patronat en cas d'échec

Emmanuel Macron: "Très peu d'accords de branche ont été signés. C'est un échec [...]"

REUTERS/Lionel Bonaventure/Pool

Par Laurent Martinet

Début 2014, solennel, François Hollande prenait son virage social-libéral en proposant aux entreprises françaises un pacte de responsabilité: 41 milliards d'aides sous forme de réductions d'impôts et de cotisations sociales destinés à gagner 0,5% de croissance et créer 200 000 emplois à l'horizon 2017. Mais le pacte va fêter son premier anniversaire et, alors que les aides aux entreprises ont été intégrées dans le budget 2015, les contreparties attendues par le gouvernement ne sont pas au rendez-vous. Sur les 50 principales branches professionnelles, seules 2 ont signé des engagements en matière d'investissements et de créations d'emploi: la chimie et la métallurgie. D'après Les Echos, 6 branches n'avaient encore entamé aucunes négociations début novembre. La faute à qui?

Doutes sur l'effet du CICE

"Dans 'pacte de responsabilité', il y a le mot 'responsabilité'. Aujourd'hui, il y a très peu d'accords de branches qui sont signés. C'est un échec et aujourd'hui, c'est aussi le sien [celui du Medef et de son patron Pierre Gattaz, NDLR]", a déclaré le ministre de L'Economie Emmanuel Macron sur Radio Classique. Le torchon brûle entre le gouvernement et le Medef, qui appelle demain ses troupes à se mobiliser, après les manifestations de la CGPME lundi 1er décembre. Le Premier ministre Manuel Valls dénonce les "provocations" de certains "dirigeants du patronat", qui ne sont "pas à la hauteur" de leurs "responsabilités".

Du côté des syndicats, on dénonce unanimement la mauvaise volonté patronale à proposer des contreparties nouvelles et chiffrées. Mohamed Oussedik, pour la CGT, dénonce le "recyclage" de certains sujets, comme la formation professionnelle, dans les contreparties actuellement négociées. Laurent Berger, pour le CFDT, a fustigé "l'obstruction" du patronat. Mais au sein du gouvernement, le ministre des Finances Michel Sapin entretient aussi des doutes sur l'efficacité des 20 milliards d'allègement de charges du CICE en matière de créations d'emploi. Si le gouvernement lui-même ne croit pas aux contreparties...

Après 2015, que restera-t-il du pacte?

Pouria Amirshahi, député des Français de l'étranger et membre de l'aile gauche du PS demande "un moratoire" sur le pacte, "qui a permis depuis des mois à Pierre Gattaz, le patron des grands patrons, de jouer avec le gouvernement comme le chat joue avec une souris." Les aides aux entreprises pour 2016 et 2017 n'ayant "pas encore" été votées, Laurent Berger a rappelé que le gouvernement avait "la possibilité de peser auprès du patronat pour qu'il y ait ces contreparties en termes d'emploi, d'investissement, d'embauche des jeunes".

"Si le dialogue social n'avance pas, il y aura un échec. Personne ne veut d'un échec, c'est pour ça que je demande au Medef de s'engager à la hauteur des enjeux et de l'effort que la nation a consenti", a précisé Emmanuel Macron dans une déclaration à l'AFP. "Le dialogue social continue, les négociations se déroulent normalement", réplique pour L'Expansion Thibault Lanxade, membre du conseil exécutif du Medef. "Le pacte n'arrive plein pot dans les entreprises qu'en 2015. Ca prend du temps de négocier des contreparties dans un contexte où il n'y a que 0% de croissance". Il sera difficile de revenir sur la politique d'aide aux entreprises, résolument défendue par Manuel Valls. Mais il est politiquement suicidaire d'admettre que le gouvernement a lié son destin à leur bonne volonté.

lexpress.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

II) Législatives : la gauche serait laminée (Sondage CSA/Le Figaro)

Si des élections législatives avaient lieu aujourd'hui, l'opposition (UMP-UDI) décrocherait entre 485 et 505 sièges à l'Assemblée nationale, un record jamais atteint.

La gauche serait laminée, le PS, les Verts et le Front de gauche ne sauvant que 56 à 66 sièges. Quant au Front national, avec le scrutin majoritaire actuel, il obtiendrait entre 14 et 24 élus.

C'est ce qui ressort d'une étude réalisée circonscription par circonscription pour Le Figaro par l'institut CSA sur la base d'un sondage d'intentions de vote, accordant 24 % des voix à l'UMP, 23 % au FN, 18 % au PS, 12 % au centre, 8 % au Front de gauche et 7 % aux Verts.

Dans l'hypothèse d'un scrutin à la proportionnelle intégrale, sur la base de listes constituées dans chacune des 13 futures régions métropolitaines, l'UMP et l'UDI n'obtiendraient qu'une majorité relative de 208 à 248 sièges, devant la gauche (180 à 220 sièges) et le Front national (138 à 158 sièges).

lefigaro.fr

III) Manuel Valls tance le patronat, «pas à la hauteur» de ses «responsabilités»

Manuel Valls, près de Bordeaux le 23 octobre. (Nicolas Tucat. AFP)

Le Premier ministre s'en est pris à certains responsables, alors que les petits patrons ont manifesté lundi et que les grands patrons ont prévu de se mobiliser mercredi.

Le Premier ministre Manuel Valls a dénoncé à nouveau mardi les «provocations» de certains «dirigeants du patronat», qui ne sont «pas à la hauteur» de leurs «responsabilités». «Quand la Nation, à travers le Parlement, consent et va consentir un effort de 40 milliards d'euros pour les entreprises, pour la compétitivité, pour baisser la fiscalité et pour baisser les charges, chacun doit être à la hauteur de ses responsabilités», a estimé Manuel Valls lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, alors que les propos mardi du ministre de l'Economie Emmanuel Macron sur un «échec» de la concrétisation du Pacte de responsabilité ont suscité plusieurs réactions.

«Je le dis notamment aux dirigeants du patronat, un certain nombre de propositions, de provocations, de propos aujourd'hui ne sont pas à la hauteur de cette responsabilité», a-t-il ajouté, répondant à une question du député UMP David Douillet. «Les Français, depuis des années, font des efforts et ils attendent que chacun s'engage pour l'emploi et pour la compétitivité, c'est ce que nous attendons», selon lui.

Comme la veille en déplacement à Nantes, le chef du gouvernement a dit ne pas vouloir «confondre (...) les entrepreneurs de ce pays, les chefs d'entreprises qui se battent, les salariés (...), avec un certain nombre d'organisations patronales». S'en prenant à l'ex-majorité UMP aux affaires, il a lancé : «quand on a laissé le pays dans cet état, (...) quand on n'a pas fait de la compétitivité, des efforts, on est un peu plus modeste et on soutient un gouvernement qui lui s'engage pour la croissance, la compétitivité et l'emploi».

Le Medef organise mercredi une mobilisation contre la politique économique du gouvernement, après les manifestations de la CGPME (Confédération des petites et moyennes entreprises) lundi, à Paris et Toulouse.

liberation.fr

IV) Le congrès socialiste connaît ses premiers soubresauts

Par Stéphane Alliès

Ce week-end, ailes droite et gauche du PS se sont réunies pour définir, chacune à sa façon, l'utilité du congrès à venir pour la fin du quinquennat de François Hollande. Quant à Jean-Christophe Cambadélis, il a annoncé vouloir rassembler « l'ensemble du secrétariat national » du parti derrière lui.

Au PS, les huiles marchent sur des œufs, la moutarde ne monte pas encore au nez, mais on ne sait pas si la mayonnaise va prendre. À sept mois du congrès socialiste, ce week-end a été l'occasion pour diverses composantes du parti de se positionner en vue de l'événement interne qui devrait animer le premier semestre 2015, avec les élections départementales.

À la réunion de Vive la gauche, le 29 novembre, au gymnase Mouchotte, à Paris. © VLG

Samedi, le collectif « Vive la gauche » s'est réuni dans un gymnase du XIVe arrondissement de Paris, afin de se montrer à lui-même que, malgré les abstentions à répétition à l'Assemblée, les socialistes critiques pouvaient nourrir un projet commun. Devant près de 500 personnes, ils n'ont toutefois pas tenu de meeting enflammé, mais plutôt un espace de parole ferme mais polie, sur la nécessité de retrouver un ancrage à gauche dans la politique gouvernementale.

Rares ont été les grandes envolées contre la dérive libérale du gouvernement, venant surtout de hérauts de l'aile gauche du parti, comme Emmanuel Maurel (« Nous ne laisserons pas fracturer la gauche en notre nom ! ») ou Jérôme Guedj (« Les mots de nos dirigeants tournent le dos à l'histoire de la gauche ! »), qui ont pourtant déclenché les applaudissements les plus vifs, de la part d'une assistance semblant frustrée de tant de tempérance.

Car la plupart des intervenants ont privilégié de courts discours sans effet de manche, cherchant à apporter leur pierre à l'édifice d'une fin de quinquennat enfin utile, chacun y allant de ses espérances. De façon concrète, comme Jean-Marc Germain, proche de Martine Aubry (« abolir le droit de dissolution, élire la moitié des députés à la proportionnelle, soutenir la croissance plutôt que de gaspiller notre argent dans le CICE »), ou plus générale, comme le député Christian Paul (« Nous ne sommes pas condamnés à un duel Le Pen-Sarkozy ») ou l'ancienne ministre Aurélie Filippetti, nouvelle venue à « Vive la gauche » (« Il n'y a pas de fatalité ni de déterminisme pour la gauche à exercer le pouvoir sans se renier »).

Quant à Benoît Hamon, qui continue de tracer son sillon comme chef de file possible d'un tel attelage de congrès, rassemblant ailes gauche (les courants Maintenant la gauche et Un monde d'avance), anciens de la « motion Stéphane Hessel » et aubrystes, il a appelé le président de la République à prendre « quelques risques », plaidant notamment pour un référendum sur les institutions, une reprise de la bataille du droit de vote des étrangers. Et pour « faire en sorte que ce quinquennat soit associé à une grande réforme sociale ». Tout en retenue, il a plaidé pour l'unité à gauche et a estimé que « le congrès du PS ne peut être que le point de départ d'un nouveau cycle politique, dont 2017 ne sera qu'une étape, et qui implique que toutes les formations de gauche se dépassent ».

En coulisses, le sujet du congrès est davantage sur les lèvres des responsables locaux, partagés entre leur envie d'en découdre et le sentiment que la situation va rester bloquée jusqu'aux lendemains des élections départementales. « Localement, c'est clair que ça bloque un peu les velléités avec les élus, qui sont déjà en campagne et n'ont pas envie de rentrer dans le congrès », explique une députée. D'autres redoutent que la construction d'un gros « pôle gauche » du parti ne résiste pas aux stratégies de congrès. « Jusqu'ici, tout va bien, la mobilisation ne faiblit pas et s'élargit, résume Frédéric Hocquard, proche de Benoît Hamon. Quand la dynamique est bonne, c'est compliqué de se diviser sur des prétextes. » Mais beaucoup redoutent que les proches de Martine Aubry, si ce n'est carrément elle-même, affichent leur soutien à Jean-Christophe Cambadélis.

Cambadélis « ni godillot ni gaucho »

Le premier secrétaire « par intérim » (son titre officiel tant qu'il n'a pas été élu par les militants) cherche de son côté à rester le maître du jeu socialiste. Après avoir annoncé il y a deux semaines qu'il « y aura une contribution et une motion Cambadélis », le député de Paris a dévoilé dimanche, sur Europe 1, un peu plus sa stratégie. Se félicitant qu'avec l'élection de Nicolas Sarkozy à la tête de l'UMP, « le temps du "tous contre le PS" s'achève », Jean-Christophe Cambadélis a cherché à se positionner comme le pivot intangible de l'exercice interne socialiste. Face à Jean-Pierre Elkabbach, il a défendu « l'autonomie de jugement du PS » face au gouvernement, tout en résumant sa ligne : « Ni godillot, ni gaucho. »

Jean-Christophe Cambadélis © Reuters

« Camba » a enfin, et surtout, mis sa majorité actuelle au pied du mur, en expliquant qu'il présenterait une contribution « au nom du secrétariat national du PS » et qu'il demanderait à « l'ensemble » des dirigeants actuels du parti de la « soutenir ». Façon de rééditer la blitzkrieg réussie par Martine Aubry et Jean-Marc Ayrault lors du congrès de Toulouse de 2012 et de contraindre une large majorité du parti à se réunir dans une grande motion. « Il est entré dans les habits du premier secrétaire de la synthèse permanente, estime le porte-parole du PS, Olivier Faure. Il réussit un travail de régulation du débat dans le parti qui n'existait pas depuis le début du quinquennat, et qui a contribué à le plomber. »

Mais l'époque est différente, nous sommes à mi-mandat plombé, et il n'est pas évident que la majorité de Toulouse, déjà amputée des proches de Benoît Hamon, suive à nouveau comme un seul homme. En tout cas comme une seule grosse motion. Cambadélis, lui, veut le croire. Et quand il lui est demandé si les amis de Martine Aubry seront à ses côtés, il répond : « Ils seront dans ma contribution, évidemment, comme tout le secrétariat national. »

Pour les principaux intéressés, en dépit de la rumeur selon laquelle l'ancienne première secrétaire aurait « topé » avec son successeur, l'accord semble moins évident. « Je confirmerai cela, ou pas, quand viendra l'heure du congrès. C'est-à-dire en février », évacue François Lamy, proche de la maire de Lille et « conseiller spécial » de Cambadélis à Solférino. D'autres secrétaires nationaux aubrystes sondés disent n'être « au courant de rien ». « Je ne vois pas comment certains "frondeurs" pourraient la suivre si cela arrivait, explique un proche de Benoît Hamon. Avec quelle perspective ? Être dans la même motion que Stéphane Le Foll et les proches de Manuel Valls ? »

À l'aile droite du parti, auto-défini « pôle des réformateurs », on se dit tout aussi circonspect. Réunis ce samedi à Strasbourg, autour du maire de Lyon Gérard Collomb, du ministre Jean-Marie Le Guen ou des parlementaires Nicole Bricq et Christophe Caresche, eux ont décidé de « s'engager dans le congrès » et de déposer leur propre contribution. « On veut faire en sorte de peser dans les débats avec un texte identitaire fort sur le droit du travail ou l'ouverture du parti (au centre) », explique Caresche, qui espère pouvoir rassembler dans ce pré-congrès « les rocardiens, les proches de Moscovici et ceux de Vincent Peillon ».

S'ils entendent « participer ensuite au rassemblement » et ne voient pas d'obstacle à se ranger derrière Cambadélis, les « réformateurs » craignent de retomber dans l'« unité de façade » et « les vieux réflexes qui font qu'une fois au pouvoir, on ne sait pas vraiment comment l'exercer », comme le résume Caresche. À ses yeux, « si le premier ministre n'a pas vocation à animer un courant, il est naturellement dans la majorité du parti ». Et d'estimer que « si c'est pour dire qu'il faut faire autrement, ça va poser problème ». Au risque de voir la mayonnaise tourner vinaigre.

LAPRESSEENREVUE.EU

V) Les communistes s'invitent à la noce entre Gattaz et Hollande

KEVIN BOUCAUD ET JULIA HAMLAOUI

PARIS , CE MARDI SOIR, DES MILITANTS COMMUNISTES DEVANT LE SIÈGE DU MEDEF.
PHOTO PATRICK NUSSBAUM

Face à un gouvernement qui, malgré l' échec de son pacte de responsabilité , mesure phare de sa politique , entend poursuivre le même cap, les militants communistes et leur responsable , Pierre Laurent , organisaient, ce mardi soir 2 décembre, une mobilisation en guise de réponse à celle des patrons.

Alors que le ministre de l'Économie, Emmanuel Macron , venait d'admettre « l'échec » du pacte de responsabilité, le secrétaire national du PCF, Pierre Laurent, a répliqué , ce mardi soir, à l'issue d'une « procession festive et bruyante » organisée par le PCF de Paris en réponse à la mobilisation du patronat qui exige toujours plus de cadeaux du gouvernement. « Nous voulons dire stop à l' indécence parce que les patrons, qui continuent d'augmenter leur rémunération et les dividendes, prétendent que ce sont eux qui sont en difficulté quand les chômeurs se comptent par millions », devait déclarer le dirigeant communiste.

Dénonçant « les mensonges » de Pierre Gattaz, le patron des patrons, qui « dit que la fiscalité pèse plus sur les entreprises que sur les salariés alors que la TVA rapporte six fois plus que l' impôt sur les sociétés ». Une alternative existe à gauche À la veille du grand raout des patrons à Lyon et au lendemain des manifestations organisées par la CGPME, la « procession » parisienne devait se rendre du siège du Medef à l'ambassade du Luxembourg, l'un des paradis fiscaux européens. L'objectif ? « Dénoncer l a pr i ncipale revendication des patrons qui souhaitent voir leurs capitaux échapper aux cotisations sociales et à l'impôt dans un contexte où l' ensemble des entreprises du CAC 40 paient un impôt sur les sociétés très faible grâce à un ensemble de dispositifs d' optimisation fiscale dont certains sont à la limite de la légalité », explique Igor Zamichiei, responsable du PCF de Paris.

À l'heure où le gouvernement prétend à la fermeté à l'égard du Medef, dans les rangs des manifestants, on était loin d'être dupe , hier soir. « C'est pour masquer leur échec », estime Didier Le Reste, animateur du Front de gauche des luttes et élu communiste parisien , qui constate que « le gouvernement cède toujours plus devant les injonctions du patronat ». Et de lister : « La réforme des retraites , l'écotaxe, l'ANI qui permet de mieux licencier, les exonérations et aides en

en tout genre… » Le rassemblement d'hier était ainsi une façon , selon lui, de dénoncer également « la politique d'austérité du gouvernement (qui) nous conduit dans une impasse puisque le résultat c'est la hausse du chômage, la croissance quasi nulle, les déficits et la dette qui augmentent ».

L'occasion aussi de rappeler que, contrairement aux déclarations de Manuel Valls , une alternative existe à gauche. « Le patronat et le gouvernement se renvoient la balle mais sans jamais ouvrir de pistes nouvelles pour le pays », a déclaré Pierre Laurent, armé de nombreuses propositions pour « ouvrir le débat » : « Protéger les salaires, l' investissement et l' emploi contre le coût du capital dont sont victimes les PME », « mettre les banques et le crédit au service du développement des entreprises », ou encore « casser les politiques de déréglementation du travail et de mise en concurrence de l' Union européenne ». Avant de lancer un appel à une « mobilisation permanente » pour « élargir le rassemblement autour de solutions nouvelles et les porter dans toutes les échéances sociales, politiques, électorales ».

L'aveu d' Emmanuel Macron C'est en répondant, hier, sur Radio Classique , à une question sur la semaine de mobilisation organisée par le patronat, qu'Emmanuel Macron a déclaré, à propos du pacte de responsabilité mis en place en début d' année par le gouvernement et le président du Medef, Pierre Gattaz : « Aujourd'hui , c'est un échec et c'est aussi le sien. » Des propos qui sonnent comme un terrible aveu quand, depuis des mois , une large majorité, allant de la gauche du PS jusqu 'au Front de gauche, en passant par les écologistes, dénonce la politique menée par Valls et Hollande. Ensemble de mesures allégeant la fiscalité des entreprises, pour un coût total de 41 milliards d'euros, le pacte de responsabilité devait, en contrepartie, déboucher sur des accords de branche entre organisations patronales et syndicats permettant des créations d'emplois.

C'est le faible nombre de ces dernières qu'a dû déplorer Emmanuel Macron, qui s'inquiète du « très peu d'accords de branche qui sont signés ». Manuel Valls lui-même devait dénoncer, un peu plus tard , lors des questions au gouvernement à l'Assemblée nationale, les « provocations » de certains « dirigeants du patronat » qui ne sont « pas à la hauteur » de leurs « responsabilités », alors que « la nation (…) consent et va consentir un effort de 40 milliards d'euros pour les entreprises ». Réaction immédiate de Pouria Amirshahi. Le député des Français de l'étranger et membre de l' aile gauche du PS a ainsi proposé « qu'un moratoire soit appliqué immédiatement à ce pacte, qui a permis depuis des mois à Pierre Gattaz, le patron des grands patrons, de jouer avec le gouvernement comme le chat joue avec une souris ».

Plus timoré, le coprésident du groupe écologiste à l'Assemblée nationale, François de Rugy, a néanmoins considéré que « chacun peut constater (…) que les moyens de lutte contre le chômage n'ont pas obtenu de résultat pour l' instant , et que manifestement, il faudrait se poser les questions de savoir si ce sont les bons moyens qui ont été mis en oeuvre jusqu'à maintenant ». Un assouplissement de la loi Hamon Pourtant , malgré ce constat d'échec désormais avoué, le gouvernement, qui multiplie depuis une semaine les charges contre le Medef – le porte-parole du gouvernement Stéphane Le Foll a parlé de « problème Gattaz » la semaine dernière et le ministre du Travail, François Rebsamen , a accusé hier sur Europe 1 les « dirigeants du patronat » de « prendre des postures » –, ne semble pas disposé à changer sa politique largement favorable au grand patronat.

Ainsi, hier, le secrétaire d'État à la Réforme de l'État et à la Simplification, dans un joli numéro d'équilibriste, a déploré « une radicalisation du discours (…) d'une partie du patronat », tout en promettant un assouplissement de la loi Hamon , obligeant les dirigeants à prévenir leurs salariés en cas de cession de leur entreprise . Lundi, c'était le ministre des Finances, Michel Sapin , qui cédait à une revendication patronale, en acceptant la « non-rétroactivité fiscale » des entreprises, c'est-à-dire en assurant que les hausses d'impôts décidées ne s'appliqueront pas aux exercices en cours ou déjà clos. Discours hostiles et actions bienveillantes , le gouvernement s'obstine à être « la souris » du patronat.

humanite.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

VI) Un seul chef prêt à partir : Marine Le Pen

Au lendemain de l'élection de Marine Le Pen et de Nicolas Sarkozy à la tête de leur parti respectif, cette éditorialiste belge espère des primaires au plus vite pour évacuer la guerre des ego.

Le Soir| Joëlle Meskens

Marine Le Pen au congrès du Front national, à Lyon, le 30 novembre 2014 - AFP/Jean-Philippe Ksiazek.

And the winner is… Marine Le Pen. Deux ans et demi avant la présidentielle, l'échiquier politique français commence à se dessiner. Mais l'un des trois camps seulement dispose dès à présent d'un chef incontesté et incontestable. Au congrès de Lyon, la présidente du Front national (FN), seule candidate, vient d'être réélue ce week-end à la tête de son parti avec… 100 % des voix ! Un score à faire pâlir la gauche comme la droite.
Avec deux tiers des voix seulement, Nicolas Sarkozy s'empare à nouveau de l'Union pour un mouvement populaire (UMP). Mais rien ne garantit qu'il prend une option sur la prochaine candidature présidentielle. Au contraire. Son score trop peu élevé ne lui suffira pas pour imposer son autorité. La guerre des chefs va repartir de plus belle au sein de l'UMP jusqu'à la primaire. Elle sévira d'ailleurs jusqu'au centre, où les deux hommes qui se disputent la chapelle (François Bayrou [Modem] et Jean-Christophe Lagarde [UDI]) se laisseront guider par leur stratégie personnelle avant de décider de participer ou non à la course éliminatoire.

A gauche, François Hollande n'est pas en meilleure posture. Dans son propre camp, qui voit encore en ce président si affaibli le candidat naturel de son camp ? Le chef de l'Etat a beau dire qu'il ne se représentera pas si le chômage ne baisse pas. S'il fait cette promesse, c'est qu'il croit dur comme fer à un retournement de conjoncture en 2016. Mais de Manuel Valls, qui tôt ou tard le quittera, à Arnaud Montebourg, qui a déjà pris le maquis, en passant par – qui sait ? – l'insondable Martine Aubry, ils sont nombreux ceux qui pourraient lui disputer le leadership.

Arrière-pensées

Puissent des primaires, à gauche comme à droite, être organisées le plus vite possible pour que l'insupportable question du dossard soit enfin évacuée. Les deux partis de gouvernement sont partis pour s'épuiser pendant deux ans avec une guerre d'ego sans merci. Rien ne sera fait sans arrière-pensées. A droite, sans même parler des règles du jeu de la primaire, ce sera la composition du parti, ses dirigeants et sa charte programmatique qui seront jaugés à l'aune du poids de chacun des présidentiables. A gauche, les futures réformes, leur succès ou leur échec, donneront à chacun l'occasion de se positionner.

Pendant ce temps, qui se félicite que ses idées aient envahi le débat public ? Qui défie Sarkozy et Hollande, accusés d'avoir "tout raté", comme si elle avait déjà désigné ses adversaires ? "Il ne fait plus aucun doute que nous serons au deuxième tour", se gargarise-t-elle. Pendant que ses adversaires vont à peine commencer de s'étriper sur le pilote, Marine Le Pen se félicite d'en être déjà au dernier arrêt au stand.

courrierinternational.com

LAPRESSEENREVUE.EU

VII) UMP : difficile « rassemblement » pour Sarkozy

François Vignal

© AFP

Nicolas Sarkozy veut rassembler après sa victoire à l'UMP. Mais entre les ambitions d'un Bruno Le Maire, le comité des ex-premiers ministre « mort-né », selon Franck Riester, la question de la primaire et le changement de nom du parti, il y a encore du chemin pour rassembler toute la famille.

De retour aux manettes à la tête de l'UMP, Nicolas Sarkozy entend « créer les conditions du plus large rassemblement » a-t-il dit sur Facebook. Pour cela, il a reçu et va recevoir les ténors de l'UMP : Bruno Le Maire lundi matin, qui ne veut pas de place dans l'organigramme, Xavier Bertrand, candidat à la primaire, Jean-Pierre Raffarin ce midi. Les tours de François Fillon et Alain Juppé vont venir. Mais sa proposition de créer un comité des anciens premiers ministres a déjà du plomb dans l'aile. « Ça donnerait une image un peu jaunie de l'UMP », affirme dans un entretien à publicsenat.fr Gérard Longuet, proche de François Fillon, qui a déjà fait savoir que ce sera sans lui. Alain Juppé et Jean-Pierre Raffarin seraient réservés. On fait mieux en terme de rassemblement. « S'il n'y a ni Juppé, ni Fillon, ni Raffarin, c'est un peu mort-né » affirme à publicsenat.fr le député UMP Franck Riester, soutien de Bruno Le Maire.

Bal des ambitions

Pour la suite, il va falloir gérer le bal des prétendants, dont Nicolas Sarkozy fait lui-même parti. Fort de ses presque 30%, Bruno Le Maire se sent pousser des ailes. Et ses partisans sont plus qu'enthousiastes : « Il y a une nouvelle offre politique à droite comme on n'a pas vu depuis 25 ans », lance Franck Riester, pour qui les 30% de Le Maire « sont une forme de coup de tonnerre ». « Quand on fait un bon score, on pèse », ajoute le député, « il faut préparer le renouveau pour 2017 ». A bon entendeur… François Fillon, mis à mal par l'affaire Jouyet, n'a pas jeté l'éponge, loin de là. « Les jeux sont ouverts. Il s'agit de voir qui, à l'automne 2016, sera celui qui sera le mieux placé », souligne Philippe Dallier, vice-président du groupe UMP du Sénat, soutien de l'ex-premier ministre.

Du côté des soutiens d'Alain Juppé, le député Benoist Apparu a souligné sur France 2 que « la victoire de Nicolas Sarkozy est nette et sans bavure, mais ce n'est pas un plébiscite. Le résultat est équilibré ». « Ce qui me paraît le plus important, c'est le terrain des idées. Le travail de Nicolas Sarkozy sera d'être patron de parti, chef de l'opposition et pas candidat à l'élection présidentielle de 2017 » a-t-il ajouté. Pas sûr que le nouveau président de l'UMP entende sa demande.

La primaire mais avec qui ?

La question de la primaire pour 2017 sera l'un des enjeux de principal dans les mois à venir à l'UMP. Elle n'a pas les faveurs de Nicolas Sarkozy. Mais devant les craintes de ses concurrents de voir l'ancien chef de l'Etat passer outre une désignation ouverte du candidat de la droite pour la présidentielle, Nicolas Sarkozy s'est fait rassurant : il y aura bien une primaire. Reste à voir qui peut voter. « Tous ceux qui partagent nos convictions pourront y participer, y compris nos amis du centre », a expliqué dimanche soir sur TF1 Nicolas Sarkozy. Mais par centre, il entend plus UDI que Modem. Il a rappelé que François Bayrou « a fait élire un président de gauche puis a appelé au soutien de la droite pour être élu maire de Pau ». Du côté d'Alain Juppé, on tend à l'inverse la main sans problème au président du Modem. NKM, pourtant soutien de Nicolas Sarkozy, s'est elle de nouveau démarqué de son « patron » en se prononçant pour des primaires avec l'UDI et le Modem. Mais qu'en pensent les intéressés ? Jean-Christophe Lagarde, nouveau président de l'UDI, a déjà expliqué samedi au JDD qu'il n'imaginait pas son parti, dans les conditions actuelles, participer à la primaire…

LAPRESSEENREVUE.EU

Changer le nom de l'UMP ?

Autre question : le nom de l'UMP. Nicolas Sarkozy propose d'en changer, histoire de mieux tourner la page de l'affaire Bygmalion.

Le changement de nom interviendrait avant les élections départementales de mars. Mais là aussi, le parti est divisé. Le sénateur Christian Cambon, président de la fédération UMP du Val-de-Marne, n'est « pas favorable au changement de nom. Par respect pour les militants qui se battent, qui distribuent des tracts, je garderai le sigle. Ce n'est pas l'essentiel ».

« C'est difficile d'imposer une marque ou un nom. Et ça a un coût. On pourrait tout à fait garder le nom de l'UMP. Puis les Français sont habitués à ce nom », fait remarquer Philippe Dallier. Quant à Gérard Longuet, le sujet « ne (lui) fait ni chaud ni froid ». Pour le nouveau nom, le « Rassemblement » serait l'une des pistes. Mais il ne suffit pas de le dire. Encore faut-il encore le faire dans les faits. C'est la tâche qui s'impose à Nicolas Sarkozy. Les Juppé, Fillon ou Le Maire ne l'aideront peut-être pas.

publicsenat.fr

A Suivre...
La Presse en Revue